

Appel de la société civile pour une couverture maladie universelle



Est-ce que votre organisation souhaite rejoindre le mouvement de soutien à la CMU?

Les soins de santé sont encore inabordables pour des millions de personnes dans le monde. Pourtant, il est de la responsabilité des États de mettre en place l'accès universel aux systèmes de santé en vertu de l'engagement juridique qu'ils ont pris vis-à-vis du droit à la santé. Cela ne sera possible que si ces derniers développent des mécanismes durables pour le financement de la santé afin de soutenir des systèmes de santé nationaux pérennes et équitables.

Pour faire de la couverture maladie universelle (CMU) une réalité, il est essentiel d'obtenir une plus forte volonté politique à la fois à l'échelle nationale – pour mettre en place les réformes nécessaires – et à l'échelle internationale, pour promouvoir et revitaliser le consensus général de « la santé pour tous », en

apportant un soutien technique et des ressources financières supplémentaires. L'avancée de la CMU, permettra d'accélérer la croissance économique et sociale, et de soutenir, de manière juste et équitable, le développement durable.

C'est pourquoi plusieurs ONG ont rédigé une déclaration commune avec pour objectifs d'obtenir un plus grand soutien de la part des décideurs politiques et de promouvoir un large mouvement de la société civile en faveur de la CMU.

Si votre organisation souhaite renforcer ce mouvement mondial pour la CMU et soutenir ce document, contactez-nous à coordination@actionforglobalhealth.eu.

Partout dans le monde, le coût des soins de santé continue d'empêcher les plus pauvres et le plus démunis d'accéder aux soins et font basculer des millions de personnes dans la pauvreté chaque année.

- Près de 100 millions de personnes s'empêchent chaque année dans la pauvreté à cause de dépenses de santé catastrophiques¹
- Seule 1 personne sur 5 dans le monde bénéficie d'une protection de sécurité sociale à grande échelle, incluant également la garantie du salaire perdu en cas de maladie²

La détresse engendrée par le coût des soins de santé peut anéantir une famille jusqu'alors solide : les biens sont vendus, les économies sont dépensées, les enfants ne peuvent plus aller à l'école, les femmes renoncent à une carrière lucrative pour prodiguer les soins de santé et l'entourage social est réduit à cause des emprunts non remboursés et des demandes d'aide répétées. Des dépenses de santé catastrophiques peuvent initier le début d'un cycle de pauvreté intergénérationnel.

La couverture maladie universelle est un instrument fondamental à la fois pour exercer le droit à la santé et promouvoir la cohésion sociale. Les gens en bonne santé peuvent s'éduquer, s'enrichir et contribuer à la croissance économique de leur pays. De cette manière, elle permet aussi de réduire la pauvreté et les inégalités ainsi que de soutenir le développement durable. Des systèmes de financement de la santé pérennes et équitables contribuent au progrès de l'ensemble des secteurs du développement.

Le moment est venu pour les gouvernements ainsi que pour les dirigeants politiques du monde entier de prioriser le financement de la santé afin de rendre la santé accessible à tous. Il est essentiel de permettre l'accès universel aux soins de santé pour dépasser les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) afin de respecter le droit à la santé et d'accélérer la croissance économique et sociale. En 1978, lors de la Conférence internationale sur les soins de santé primaires, les décideurs politiques ont promis de rendre la santé accessible à tous. En 2000, ils ont promis d'atteindre les OMD relatifs à la santé d'ici à 2015. Aujourd'hui encore, les gouvernements continuent à définir des objectifs en matière de santé mondiale. Mais nous continuerons à échouer jusqu'à ce que les gouvernements et les décideurs politiques fassent preuve de volonté en matière de financement de la santé, offrent des services de santé efficaces et équitables et s'assurent que les pauvres et les groupes vulnérables soient protégés contre les coûts des soins de santé et les risques sanitaires³.

¹ Organisation mondiale de la Santé (2010) Le financement des systèmes de santé: Le chemin vers une couverture universelle. Rapport sur la santé dans le monde.

² Ibid.

³ Tous les États Membres de l'OMS ont signé la résolution 58.33 de l'Assemblée mondiale de la santé en 2005 et ont chargé l'OMS de développer un plan d'action pour réaliser le Rapport sur la santé dans le monde 2010.

⁴ Déclaration universelle des droits de l'homme (1948).

Déclaration universelle des droits de l'homme

(Article 25)

Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires ; elle a droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans les autres cas de perte de ses moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de sa volonté⁴.

Qu'est-ce que la couverture de santé universelle ?

Par couverture maladie universelle on entend l'accès aux services de santé pour tous (promotion, prévention, traitements et rééducation), sans peur de sombrer dans la pauvreté.

La couverture de santé est déterminée non seulement par le coût direct des soins de santé aux patients, mais aussi par le mécanisme de financement utilisé pour le payer, par exemple, à l'aide de frais modérateurs ou par le financement public progressif issu des impôts et des taxes dont une partie serait affectée au financement de la santé, etc.

Les coûts indirects tels que le transport, la précarité de l'emploi et la garde des enfants influencent également la prestation des soins de santé, tout comme les normes culturelles et sociales. La disponibilité des services de santé, la qualité des soins et la prédictibilité des coûts qui en découleront sont aussi des facteurs qui influencent la couverture des soins de santé.

Dans le Rapport sur la santé dans le monde 2010 à propos du financement de la santé, Margaret Chan qualifie « le recours continu aux paiements directs comme étant le plus grand obstacle au progrès [à la couverture universelle]. » C'est pourquoi, pour encourager l'accès universel aux soins de santé, la communauté internationale doit soutenir les pays en développement pour collecter des fonds destinés à la santé,



réduire la dépendance au paiement des usagers, en particulier en supprimant les paiements directs à l'acte, et promouvoir la mise en commun des risques en augmentant la proportion des financements publics pour la santé qui serait dépensée plus efficacement et plus équitablement.

Le financement équitable des soins de santé n'est pas suffisant pour atteindre une couverture de santé universelle, mais il y contribue grandement.

Nous, les organisations de société civile ci-après dénommées, croyons que tout le monde peut contribuer à faire avancer la couverture maladie universelle.

Pour ce faire, nous recommandons que :

Les décideurs politiques

- Rappelent l'importance de la couverture maladie universelle dans les débats sur le développement au niveau international et régional et dans toutes les réunions sur le développement social et la santé.
- S'assurent que la couverture maladie universelle fasse partie du cadre de travail post-OMD 2015.
- Réclament des indicateurs mondiaux pour la couverture maladie universelle qui tiendront compte du genre et de l'équité, afin de s'assurer que la situation progresse.
- Apportent un soutien technique et financier pérenne afin de soutenir les politiques nationales qui favorisent l'élimination du paiement direct des usagers et se rapprochent de la mise en œuvre de la CMU.

Les gouvernements et les ministères de la santé

- Travaillent en collaboration avec les partenaires du développement et les experts techniques pour explorer les options politiques et développer un cadre financier et une organisation de services de santé équitables..
- Accordent la priorité aux mesures qui contribueront à la gratuité des soins de santé, en particulier pour les plus pauvres et les plus vulnérables lorsqu'ils sont au point d'accès et favorisent les stratégies de financement équitable par la mise en commun des risques sous la forme de dépenses publiques progressives allouées à la santé.
- Augmentent les budgets de santé nationaux et les dépenses publiques par habitant pour la santé⁵
- Renforcent les systèmes de financement pour la santé et augmentent l'efficacité au sein du secteur de la santé.

- Garantissent que les mesures appropriées soient prises pour trouver des mécanismes nationaux capables de soutenir les efforts pour garantir une couverture maladie universelle pour tous. Peu importe le mécanisme national choisi, il est fondamental pour parvenir à garantir la couverture de toute la population, notamment des personnes les plus pauvres et les plus vulnérables dans les pays à bas revenus, que la contribution du gouvernement soit importante et qu'elle se fasse par la mise en place de systèmes de taxations progressifs.
- Établissent de solides systèmes de santé primaires publics et nationaux et améliorent la disponibilité et l'accès des services de santé en étroite consultation avec les communautés et les organisations de la société civile, notamment les groupes vulnérables.
- Travaillent avec d'autres secteurs pour maîtriser les déterminants sociaux de la santé et les autres barrières aux soins de santé, notamment l'eau et l'hygiène, le manque de personnels de la santé, l'insuffisance d'infrastructures, la sécurité de l'emploi et les mécanismes de protection sociale de façon plus générale.

La société civile

trabajar con los Gobiernos, los socios del desarrollo y las instituciones académicas y de investigación para:

- Identifier et partager les expériences locales et internationales réussies dans la mise en place d'une couverture maladie universelle Soutenir les politiques et stratégies définies et mises en œuvre de manière inclusive au niveau national qui permettent l'accès aux soins de la population, en particulier les plus pauvres et les plus vulnérables.
- Mobiliser le capital social et établir un consensus pour la mise en œuvre de politiques et stratégies efficaces, à travers le renforcement des politiques d'harmonisation et d'alignement de divers programmes et sources de financement pour la santé. Surveiller et évaluer le niveau d'engagement international, national et local pour atteindre la couverture maladie universelle dans les pays.

Tous: Exigez que la couverture maladie universelle soit incluse dans le prochain cadre de développement post-OMD et dans les objectifs de développement durable.

⁵ En avril 2001, les pays de l'Union africaine lors d'une rencontre à Abuja, au Nigeria, ont promis d'augmenter le financement public destiné à la santé d'au moins 15%

Appel de la société civile pour une couverture maladie universelle



Cette initiative est soutenue par:

